

lutte sportive totalement différente des représentations actuelles la détacherait de l'environnement culturel nigérien au point de créer un sport totalement étranger à la lutte traditionnelle.

Les autorités nigériennes doivent alors se poser la question de savoir si l'émergence d'une lutte locale au niveau international (à l'image du judo japonais devenu sport international) est plus positive

pour l'identité nationale du pays qu'une lutte nationale représentative de la culture traditionnelle du Niger (à l'image du Sumo japonais resté une lutte nationale).

**Aboubacar Djirmey,
Gardik Tago,
Mahaman Seriba,
Chipkao Labo,
Abdou Kongui,
Pierre Chifflet**

Fin de guerre en Angola Crise économique, crise de société

AU moment où le processus de paix semble se débloquer en Angola, le pays se retrouve à l'aube de la décennie 1990 dans une situation très grave au plan économique. Les causes de ce déclin sont multiples, dont, bien sûr, les quinze ans de guerre qui ont suivi l'indépendance et qui ont saigné le pays à blanc. Par contre, la guerre ne peut pas tout expliquer, comme l'admet le président angolais José Eduardo dos Santos : « *Les causes de la stagnation proviennent en bonne partie de l'actuel système de direction de l'économie, de la centralisation excessive et de la bureaucratiation subséquente, de la désorganisation et de la mauvaise gestion des entreprises, de l'indiscipline et de la corruption galopantes, du pillage de la propriété sociale* » (1).

Pourtant, en 1975, au moment de l'indépendance, l'avenir de l'Angola semblait prometteur. L'espoir était vif, d'autant plus que l'économie angolaise, contrairement à celle de plusieurs pays de la région, apparaissait comme pleine de potentiel : des richesses naturelles en abondance presque démesurée, une agriculture diversifiée capable de nourrir la population tout en assurant la viabilité d'un robuste secteur agro-industriel, un embryon de parc industriel intéressant, etc. Mais quinze ans plus tard, le bilan est désastreux. Les diverses tentatives visant à remettre l'économie en marche, notamment autour du nouveau programme économique (le « *Programa de Saneamento Economico e Financeiro* ») élaboré en 1987, ont toutes échoué.

La crise, vue d'en bas

Pendant ce temps, Luanda semble en voie de s'écrouler sous le poids de la destruction et de la pauvreté. Dans les *musseques* (bidonvilles) où s'entassent plus d'un million de personnes (dont la majorité sont des réfugiés « internes » qui ont fui l'extension des combats au cours des cinq dernières années), le choléra et d'autres épidémies font des ravages, entre autre parce que les installations sanitaires et d'eau y sont pratiquement inexistantes. « *On ne parvient plus à vivre* » explique un fonctionnaire du ministère de l'Éducation. Sans salaire depuis les derniers six mois, il se retrouve avec des milliers d'autres dans la rue à pratiquer divers trafics : vente de caisses de bières achetées en devises dans les *lojas francas* où tout est disponible pour autant qu'on paie en « vrai argent », transport illégal de personnes et de marchandises, revente de diamants volés et d'autres marchandises sorties en fraude du port ou de l'aéroport de la ville. La quantité de biens disponibles sur le marché officiel est si minime qu'on estime qu'un salarié ne peut dépenser que de 5 à 10 % de son salaire pour acheter des biens aux prix officiels. Pour arriver à se nourrir, une famille moyenne doit disposer d'au moins 440 000 kwanzas mensuellement, ce qui implique nécessairement d'entrer dans le circuit de l'économie « noire ». Par contre, pour la petite minorité qui a accès aux devises, ce système de double marché représente un potentiel d'enrichisse-

ment énorme. Le dollar qui s'échange au taux officiel de 30 kwanzas atteint facilement 800 sur le marché parallèle. Aussi, disposer de devises permet d'avoir accès aux *lojas francas*, et ainsi d'acheter pour revendre. Avec en moyenne plus de 20 % de profit net et sans payer d'impôt, les revendeurs sont en voie de constituer une classe de nouveaux riches.

Pendant ce temps, la campagne retourne à l'autosuffisance par suite de la rupture des circuits commerciaux. Dans trop de régions où des recensements ont pu être effectués, on a pu constater l'ampleur de la famine. Depuis l'indépendance, la part de la production agricole dans le PIB a diminué de 8,3 %. Le secteur moderne de l'économie agricole, comme les plantations de café et de coton ainsi que les grandes fermes tenues par les colons portugais, est aujourd'hui dans un état déplorable, soit laissé en friche, soit mal géré par des entreprises d'État inadéquates. Pendant ce temps, l'Angola dépend de plus en plus de l'aide alimentaire. Selon un cadre de la FAO, « *la colère paysanne contre le gouvernement se fait sentir. Dès l'indépendance, les responsables politiques avaient décidé que la paysannerie devait « payer » pour la modernisation du pays. Ainsi selon les plans prévus par les organes de planification de l'État, seulement 20 % de la valeur de la production nationale devait être redistribuée dans les campagnes, qui abrite pourtant 70-75 % de la population* » (2).

La crise, vue d'en haut

Le fait de la crise est maintenant reconnu par les autorités. Avec un service de la dette qui oscille autour de 800 millions de dollars

(1) Discours prononcé lors du séminaire d'ouverture sur le SEF, 1^{er} avril 1987.

(2) Cité dans une étude du Fonds international pour le développement agricole, *Report of the Special Programming Mission to Angola*, n° 0022-AN, juin 1986.

par année (la dette totale dépasse 6 milliards), le pays s'enfoncé dans un cercle vicieux. Selon le ministère du Plan, le PIB per capita, si on exclut le secteur pétrolier, a chuté de plus de 5 % tout au long des années 80 (3). Ainsi le secteur industriel a connu un déclin de 35 %. Les quelque 600 entreprises publiques dans le secteur manufacturier opèrent à perte. La valeur de la production réalisée en 1985 représente moins de 40 % de celle réalisée en 1973.

Pendant ce temps, c'est le pétrole qui fait vivre le pays et compte pour plus de 30 % du PIB, en 1989 (4). Pendant que les exportations proviennent presque exclusivement du secteur pétrolier, l'Angola importe des biens d'équipement pour permettre le fonctionnement du secteur primaire, et aussi les biens alimentaires et de consommation élémentaires. Un tel processus aboutit à des pressions très fortes sur la balance des paiements. Dans ce contexte, l'Angola est forcée de maintenir une balance commerciale fortement excédentaire. Jusqu'en 1986, la différence entre la balance commerciale et la balance des services était comblée par des entrées de capitaux, principalement des prêts à long et à moyen terme. Au total, on estime de manière non officielle que la dette consolidée dépasse 11 milliards de dollars (bien que le gouvernement parle plutôt d'un montant de 6 milliards de dollars). En 1989, le service de la dette à moyen et à long terme représentait près de 40 % de la valeur des exportations.

(3) *Sintese do plano de recuperação económica a nível global para o biénio 1989-1990*, Republica Popular de Angola, 1988.

(4) Ministère du Plan, *Quadro macro-económico de base*, 1990.

(5) Idem.

Faute de revenus réels, l'État finance ses opérations courantes en empruntant à sa propre banque (la Banque nationale), ce qui, à toutes fins pratiques, signifie qu'il fait fonctionner la planche à billets. L'augmentation de la masse monétaire qui, selon la Banque mondiale, croît au rythme de 15 % par année, se produit sans lien avec l'évolution réelle de la production nationale. Ce faisant, la monnaie est dévalorisée et pire encore, l'économie progressivement se « démonétarise » et se « dollarise ». Peu à peu, l'économie « officielle » s'est vidée de tout sens. « *La dégradation continue, note le ministère du Plan, profondément marquée par de grands déséquilibres, tant globaux que partiels* » (5). Aussi, progressivement, le constat d'un changement radical s'impose aux cercles dirigeants.

Sortir de la crise : comment, par qui, pour qui ?

Contre l'inertie, constatant le fait d'une progressive perte de contrôle totale sur la machine économique et prévoyant l'imposition de conditions très dures de la part des institutions financières internationales, certains bureaucrates du ministère du Plan avaient commencé à élaborer un plan de restructuration, qui venait au monde en 1987, sous le nom de SEF (*Saneamento Económico e Financeiro*). Innovatrice à maints égards, cette proposition refusait d'abandonner la gestion économique à l'« invisible loi du marché », et prévoyait un renforcement de la capacité de l'État sur l'ensemble de l'économie, par le moyen de mesures macro-économiques régulières. Le programme opérait aussi une rupture conceptuelle avec le mythe du « plan », conçu à la

manière soviétique comme un ensemble de normes quantitatives rigides devant encadrer de façon précise tant le processus de production que celui de sa valorisation. De façon plus concrète, le programme prévoyait les mesures suivantes : réduction du déficit du secteur public, réforme des politiques de crédit dans le but d'abandonner le financement strictement « administratif » au profit d'une politique de crédit basée sur des critères économiques, restructuration des entreprises d'État par leur autonomisation administrative, renforcement du système financier et assainissement des comptes de la Banque nationale d'Angola, renégociation de la dette extérieure dans le but de rééchelonner les prêts à court terme, révision du système de contrôle des prix, incluant le taux de change. En bref, une refonte en profondeur du système de gestion de l'économie.

Pour y arriver, la priorité était la mise en ordre du système financier et monétaire. Jusque-là, l'État gérait le système financier en fonction des exigences administratives immédiates, sans tenir compte des contraintes économiques réelles (c'est-à-dire, sans assurer l'adéquation entre l'émission de monnaie ou de crédit d'une part, et la production effective de biens et services d'autre part). Le SEF proposa au contraire de faire immédiatement cesser ces pratiques et de gérer les finances de l'État par rapport à la situation économique réelle : ce qui est produit, ce qui est disponible sur le marché, ce qui est exporté, ce qui est importé, etc. L'enjeu décisif se situait par contre au niveau du processus de la production. Là aussi, le SEF fit preuve de réalisme : priorité au pétrole et à l'agriculture, le pétrole comme moyen de financement (le SEF en

parlait comme du « pilier de l'économie »), et l'agriculture comme base du développement, ce qui représentait quand même un important tournant avec les orientations précédemment affichées où le développement industriel était présenté comme l'objectif prioritaire (en conformité avec les dogmes de la planification soviétique). Cela n'impliquait pas un retour au capitalisme, d'autant plus que tel qu'expliqué par les promoteurs du SEF, « *il n'existe pas en Angola de grands capitalistes nationaux et leur existence n'est pas une nécessité absolue pour développer l'économie* ». « Coexister » avec l'entreprise privée, y compris étrangère, oui, mais ne pas confier à celle-ci le développement de l'économie, une attente « illusoire » selon les économistes angolais.

Pourtant, très rapidement, il apparut évident que le SEF ne « décollait » pas. C'est sur la question cruciale du système des prix que le plan achoppa en premier. En fait, tel qu'expliqué auparavant, le système de double prix (marché officiel et marché noir) était devenu trop profitable pour une partie minoritaire mais importante de la population, celle ayant accès aux devises étrangères et aux marchandises les plus courues. De la même manière, la dévaluation du kwanza (une mesure indispensable pour remonétariser l'économie et stabiliser le marché) ne fut pas mise à l'ordre du jour, puisque le taux surévalué du kwanza permet aux détenteurs de monnaies fortes de réaliser de fabuleux profits. Ainsi, la quadrature du cercle s'est maintenue. Ne voulant pas toucher aux salaires et aux prix, l'État a perpétué la situation actuelle : salaires en kwanzas n'ayant qu'une valeur très relative sur le marché réel, coulage des marchandises et absentéisme

ouvrier, corruption des cadres, intense spéculation, baisse de la production, etc. Bref, le maintien d'une économie de fiction.

En 1989, le gouvernement remettait sur la table un plan de « restructuration économique ». Là encore, faute de consensus au sein du cercle dirigeant, rien ne fut vraiment fait de sérieux sur des questions cruciales comme celle des prix, de la rationalisation du système salarial, de la dévaluation du kwanza et du désengagement de l'État de certains secteurs de l'économie. En octobre 1990, le gouvernement décrétait un changement de valeur de la monnaie, dévalorisant de facto le kwanza de 800 %, mais sans pour autant officiellement modifier le taux de change même si au marché noir, le kwanza a augmenté en valeur (de 2 000 : 1 à 800 : 1). Cette mesure n'a pas modifié de façon fondamentale l'activité économique, le « nouveau » kwanza ne s'appuyant pas plus que l'ancien sur un circuit économique monétarisé. Ce sont les classes moyennes qui ont surtout été frappées, de même que ceux qui vivent et font leur transactions en dollars.

L'insuccès du SEF a redonné des arguments à ceux qui veulent « jeter le bébé avec l'eau du bain » en matière de politique économique. Pour la Banque mondiale notamment, l'approche graduelle préconisée par le SEF est inopérante : « Les distorsions économiques sont tellement graves qu'il faut en finir

rapidement » (6). Plus concrètement, la Banque propose une série de dévaluations massives de façon à ajuster rapidement le taux de change réel à l'officiel. C'est la légalisation absolue du marché parallèle qui en découle, le secteur privé devant prendre la « commande » de l'économie. Parallèlement, l'État doit privatiser l'essentiel des corporations publiques et démanteler en grande partie l'appareil de planification économique. « *Le marché, et non le plan, doit être le principal régulateur de l'économie* » affirme la Banque. Le « marché », c'est-à-dire l'économie régulée par les agents économiques individuels, pourra rediscipliner la main-d'œuvre : la forcer à l'intensification du travail, dans l'industrie et les services, et la faire revenir sur le marché, dans les campagnes.

Les problèmes consécutifs à cette approche ont été relevés par plusieurs analyses, notamment celles commanditées par l'agence de coopération suédoise SIDA. L'ouverture tout azimut de l'économie angolaise par rapport au marché mondial ferait perdre à l'État angolais pratiquement tout contrôle sur l'économie. Au cours du processus d'ajustement, les prix seraient fortement poussés vers le haut, avec comme conséquence une restriction sévère du marché des consommateurs. La réduction du budget de l'État affectera en priorité les secteurs sociaux comme la santé. Or, déjà, le budget de la santé a diminué entre 1981 et 1988 (le ministère qui ne reçoit plus maintenant que 23 millions de dollars en devises pour acheter à l'étranger du pays les médicaments et les appareils indispensables, en recevait 78 en 1981) (7).

(6) Banque mondiale/PNUD, *Angola, an Introductory Economic Review*, report n° 7283-ANG, 29 juillet 1988.

(7) N. Kanjii and T. Harpham, « Health of Rural Pools in Luanda », *Urban Health programme*, London School of Tropical Medicine, 1990.

Avenirs incertains

Le pays se trouve visiblement au bord du gouffre. Faute de consensus au sein du cercle dirigeant, l'État a échoué à réformer le système de manière réaliste et l'économie continue de dégringoler. Par ailleurs, les institutions internationales comme le FMI et la Banque mondiale n'ont rien d'autre à proposer que de revenir à la « vérité » du marché mondial, ce qui signifie la fin de l'indépendance économique et la « remise au travail » de la population majoritairement paysanne dans des conditions qui permettent la « relance de l'accumulation ».

Pourtant, lorsque les paysans et les travailleurs angolais ont entrepris la lutte contre le joug colonial, c'était précisément pour défier l'ordre mondial de l'époque les confinant à un statut de semi-esclaves. Par le travail forcé, les bas salaires, les conditions de travail et de vie intolérables vécues par la majorité de la population, l'économie angolaise coloniale était « performante ». Les capitaux affluaient non seulement de la métropole mais aussi d'Europe occidentale, des États-Unis et de l'Afrique du Sud. Les exportations surpassaient les importations parce que le système de contrôle colonial permettait que la production des minerais et des produits agricoles se fit dans des conditions profitables, c'est-à-dire au détriment de la main-d'œuvre noire. Le budget était relativement équilibré puisque les dépenses de l'État dans les domaines de l'éducation et de la santé étaient très inférieures aux

normes habituelles. Ouverte sur le marché mondial, l'Angola avait trouvé sa « niche » comme producteur de pétrole, de café et de diamants, à bon marché.

C'est tout cela qui a été remis en question par l'indépendance et le projet de transformation qui lui était implicite. Mais pour que ce projet réussisse, il aurait fallu un État autrement mieux équipé et surtout cohérent avec ses orientations fondamentales. Il aurait fallu développer la participation populaire par le biais d'organisations de masse autonomes, et non décapiter le mouvement de masse comme cela fut le cas à la fin des années 70. Il aurait fallu développer une démocratisation de la société en appelant les divers secteurs de la société à participer, et non établir un pesant et inefficace système de contrôle calqué sur l'Europe de l'Est. Il aurait fallu mettre l'accent sur le soutien à la paysannerie, à développer l'agriculture vivrière et le marché local, socialiser progressivement et démocratiquement la production agricole, au lieu d'imposer des structures autoritaires autant qu'inoctrantes. Il aurait fallu enfin consolider un appareil d'État responsable, au lieu de l'abandonner aux cliques et aux réseaux de patronage.

Aujourd'hui, l'échec est patent. Il reste aux prochaines générations à remettre à l'ordre du jour un projet de développement satisfaisant les aspirations populaires et capable d'accumuler les forces nécessaires pour affronter ce nouvel « ordre mondial » qui apparaît comme une véritable recolonisation de l'Afrique.

Pierre Beaudet